

## Crise de l'agriculture... Ou échec d'une agriculture "low-cost" ?



Contribution collective de Michel JOUVET<sup>(1)</sup>  
Dominique MICHENOT<sup>(2)</sup>, François COLSON<sup>(3)</sup>

michel.juvet.01@orange.fr

Depuis des semaines, nous sommes perplexes devant les discours de la plupart des responsables agricoles et la façon dont les médias schématisent la crise agricole. Oui, le mal-être et la colère sont présents dans les campagnes, mais les disparités énormes en agriculture sont occultées par les manifestants. Oui, certaines situations sont dramatiques, mais des paysans sont fiers de leur façon de produire et d'en vivre correctement.

Il faut oser débattre de la responsabilité des acteurs de ces crises à répétition, mais aussi des perspectives d'avenir d'une agriculture innovante.

**Il y a une grande responsabilité des dirigeants politiques et syndicaux** (essentiellement FNSEA) qui cogèrent la politique agricole depuis plus de 40 ans et refusent la pluralité syndicale. Ils ont engagé le monde agricole dans une recherche effrénée de la compétitivité et du libéralisme mais viennent pourtant, tels des pompiers pyromanes, quémander des aides publiques pour répondre aux effets désastreux de ce qu'ils ont revendiqué et... obtenu. Plus de compétitivité, c'est-à-dire produire plus de "minerai" le moins cher possible, pour pouvoir exporter, avec le moins possible de réglementation en reportant sur la collectivité les effets nocifs sur l'environnement. Plus de modernisation, ce qui, *"sous l'apparence d'une sonorité positive, représente toujours plus d'investissements très lourds, plus d'industrialisation et d'artificialisation de l'agriculture, plus de déshumanisation et de perte d'emplois, plus d'élimination des petites fermes qui pourtant, de nombreuses études le démontrent, sont les plus efficaces en emploi, en biodiversité, en paysage, en valeur ajoutée"* comme le dit si bien un ancien président de la Chambre d'agriculture bis du pays basque.

<sup>(1)</sup> Michel Juvet a été Directeur de la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique

<sup>(2)</sup> Agriculteur retraité, ancien administrateur de Terrena

<sup>(3)</sup> Économiste à l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) et ancien directeur de l'École Nationale d'Horticulture d'Angers

Ce sont ces mêmes dirigeants des syndicats majoritaires qui ont encouragé, avec l'aval des laiteries, la fin des quotas laitiers pour libérer la production, et incité beaucoup de jeunes et moins jeunes de notre région à des investissements en bâtiments énormes, robotisés, dont les vaches ne sortent plus pour pâturer. Ce sont ces mêmes dirigeants qui viennent aujourd'hui réclamer des mesures de régulation de la production, parce que les prix mondiaux baissent avec l'excès de lait mis sur le marché !

Et la réponse des pouvoirs publics, soucieux, et on les comprend, d'éteindre le feu, est particulièrement "ambiguë" puisque les aides publiques vont aller pour l'essentiel à ceux qui ont voulu s'agrandir au plus vite et produire plus pour gagner plus, et qui vont se retrouver avec des charges financières allégées, des reports d'échéances etc... sans rien régler pour l'avenir. Trente ans que cela se répète, comme par exemple pour les producteurs de porcs bretons qui, tous les 3 ans, tout en refusant de mettre en place de réelles caisses de péréquation pour atténuer les fluctuations de prix, demandent et obtiennent ce type d'aides (plan Sarkozy en 2009) pendant que les plus performants annexent leurs voisins moins "compétitifs"... Et la fuite en avant continue.

**Responsable aussi, le complexe agro-industriel :** nous réfutons le terme "alimentaire"

Des nutritionnistes de l'INRA font une analyse remarquable des effets sur la santé du développement de ce complexe "agro-alimentaire" qui achète le moins cher possible du "minerai"<sup>(4)</sup> pour le triturer, le cracker, le compléter, l'emballer, pour nous fournir des aliments qui n'ont plus rien de naturel et qui ont des impacts considérables sur la santé : *"Prenant le relais du productivisme agricole, l'industrialisation de l'alimentation a permis de disposer d'une alimentation abondante et peu onéreuse. Mais la malbouffe a aussi envahi les supermarchés. Le déséquilibre nutritionnel de l'offre alimentaire a des conséquences évidentes sur le plan de la santé publique, comme le prouve la montée de l'obésité, des maladies métaboliques et des cancers (...). La longévité en bonne santé de la population est ainsi fort médiocre, et les dépenses de santé en constante augmentation. Dans ce paysage alimentaire, ni la santé de l'homme ni celle de la planète ne peuvent être gérées correctement, d'où la nécessité de développer une autre politique alimentaire plus cohérente."*... (Christian Rémésy, INRA)

Les consommateurs ne peuvent pas tous avoir accès à une alimentation de qualité contribuant à leur santé. La transparence totale sur l'origine et le contenu des aliments commercialisés est pourtant une exigence comme celle de la préservation de l'environnement avec moins de packaging.

**Responsable, la politique européenne :**

La politique européenne, c'est pour la France 10 milliards d'euros d'aides directes, dont 80 % distribuées à 20 % des exploitations, les plus grandes bien sûr ! Avec en moyenne 200 €/ha, plus la ferme est grande, plus elle touche. Et souvent en production céréalière ou en bovins viande, les aides c'est plus que le revenu agricole. C'est cette mécanique qui contribue à alimenter la fuite en avant vers l'agrandissement avec son corollaire : la diminution du nombre de fermes... Certains manifestants sont bien mal venus de crier contre Bruxelles.

Ces aides ne sont pas du tout liées à l'emploi, bien que depuis 2015, des progrès se fassent jour. Stéphane Le Foll, ministre français de l'agriculture a majoré l'aide aux 50 premiers ha, ce qui favorise les plus petites fermes ... Mais il reste à inventer des règles de plafonnement fonction du nombre d'emplois concernés.

Et surtout, l'Europe depuis 20 ans n'a cessé de diminuer le montant des dépenses agricoles, et de libéraliser les marchés agricoles, supprimant tous les outils de régulation des marchés ou de protection aux frontières, qui pourraient assurer des volumes équilibrés et des prix rémunérateurs. On arrive à cette incohérence que les aides directes ne soient plus reliées aux prix de marché, et qu'en cas de hausse ou de baisse brutale des prix, il n'y a plus d'amortisseurs.

---

<sup>(4)</sup> Dénomination employée dans la terminologie de l'industrie agroalimentaire et désignant l'agglomération d'ensembles de muscles et de chutes de viande . Le minerai sert à la fabrication agro-industrielle de steacks hachés, plats cuisinés...

C'est ainsi que l'année où les prix des céréales se sont envolés, les céréaliers ont touché le jackpot, avec des aides identiques aux années difficiles et des revenus mirifiques en sus... Par contre quand le prix du lait s'effondre comme depuis quelques mois, il n'y a rien pour préserver le revenu des producteurs, sinon les contrats avec les collecteurs industriels ou coopératifs, qui se révèlent très souvent déséquilibrés. Aucune volonté, ni européenne ni Française, pour arbitrer et imposer un prix minimum de crise (les grands opérateurs ou traders internationaux sont plus intéressés par les spéculations juteuses sur les prix du marché mondial que par des contrats avec les producteurs garantissant un échange équilibré et durable).

### **La responsabilité individuelle d'un certain nombre d'agriculteurs n'est pas à occulter**

Jusqu'à ces dernières années, tout le monde parlait des différents types d'agriculture qui devaient coexister. Depuis peu, loin des discours sur la "responsabilité sociale des entreprises", certains, poussés sans doute aussi par la peur du lendemain, se lancent dans l'accaparement des terres et des aides directes qui vont avec. Ils contribuent à démanteler les exploitations voisines qui se libèrent, mettent la surenchère sur les fermages, bref, contribuent à l'élimination de leurs voisins, mais aussi alimentent des crises de surproduction amenant des baisses de prix. Pouvaient-ils ignorer les débats sur la suppression des quotas laitiers, et que leur choix individuel de produire plus pourrait amener une crise économique ?

Et c'est ainsi que cette concentration de l'agriculture qui se développe détruit petit à petit les possibilités pour d'autres de produire autrement, bloquent les installations alternatives etc...

### **Si on s'arrête là, c'est à désespérer de l'avenir de notre agriculture, qui perd un quart de ses emplois tous les dix ans... Et pourtant !**

Certains agriculteurs passent bien mieux les crises de baisses de prix ou de hausse des charges, pas seulement parce qu'ils valorisent leurs produits en vente directe, mais parce qu'ils tournent le dos à cette industrialisation rampante de l'agriculture, avec d'autres façons de travailler, en privilégiant la qualité plutôt que les volumes. Ils développent ainsi une agriculture performante, innovante et de qualité, créatrice d'emplois. Une agriculture économe et autonome, par exemple en produisant eux-mêmes les aliments de leurs animaux...

Des retardataires ? Juste un exemple : Il suffit de voir la dernière étude du RAD (réseau agriculture durable) qui compare les revenus de producteurs de lait à base d'herbe. Sur la base de 139 élevages herbagers de la région grand ouest, comparés à un échantillon de plus de 200 exploitations spécialisées lait, on a moins de lait, moins de surface, beaucoup moins de charges, plus d'emploi, et au bout de compte, plus de valeur ajoutée, plus de revenu au litre ou à l'ha, plus de revenu disponible par travailleur... Cherchez l'erreur.

Si on rajoute moins d'aides publiques, plus de biodiversité, moins de pollution... L'avenir est-il dans la ferme des Mille Vaches et ses petites imitations qu'on commence à voir dans -presque- toutes les communes ou dans un encouragement de systèmes de production innovants et plus économes, plus autonomes, plus résilients ? C'est aussi un chemin pris par beaucoup de PME et d'entreprises qui innovent, en dehors de l'agriculture.

### **Le complexe agro-alimentaire**

*"La crise démontre la faillite du système low-cost".* Ce n'est pas un hurluberlu écolo ou fanatique de l'agriculture paysanne qui le dit, mais une déclaration à Ouest France du PDG de Fleury-Michon, un des plus gros transformateurs de porcs en France. Mais c'est aussi le discours du Président de Terrena à Ancenis, une de nos très grosses coopératives, qui petit à petit construit le revenu de ses adhérents sur une double démarche de production « écologiquement intensive » et de positionnement sur les marchés (y compris internationaux) en termes d'agriculture santé : démarches filière de lapins ou de porcs garantis sans OGM ni antibiotiques, nombreux labels rouges en volailles, viande bovine ou céréales... Et c'est aussi le message du nouveau PDG de Fleury Michon : « *si la viande française est synonyme de respect de l'environnement et de santé, nous serons capables d'exporter dans le monde entier..* ».

### **Les consommateurs, cinquième acteur dans cette crise**

On ne devrait plus parler d'agriculture sans parler de santé, d'alimentation et d'environnement. Oui il faut d'urgence plus de transparence, que les produits qu'on achète ne soient plus seulement marqués "transformés en France", mais produits et transformés en France... Que le lait vendu sous les marques lait

de montagne, ou pâturage, dise clairement qu'il ne contient que du lait produit à base d'herbe pâturée (voir études ONILAIT sur les différences de qualité en fonction de l'alimentation des vaches).

*« Le dernier chantier, celui de la santé publique, revêt un caractère majeur. Beaucoup ignorent qu'un même type de nutrition peut être efficace pour la prévention de toutes les pathologies. En facilitant le fonctionnement de l'organisme, une bonne nutrition préventive, surtout si elle est pratiquée à l'échelon d'une vie entière, ralentit le vieillissement avec son cortège de pathologies (...). Il est remarquable que des régimes basés sur une grande diversité végétale et très économes en produits animaux puissent avoir l'immense avantage d'être efficaces pour gérer la santé de l'homme, mais aussi celle de la planète, ce qui donne beaucoup de cohérence à leur mise en œuvre. Nous ne sommes qu'au balbutiement d'une gestion intelligente de la santé par l'alimentation (...) » - C. Remezy, INRA -*

Arrêtons de croire que l'avenir sera dans le libéralisme et l'industrialisation sans fin de l'agriculture. Il faut se donner un nouveau cap : vers la maîtrise des principales productions agricoles, vers l'agriculture paysanne, vers le soutien aux filières de qualité, aux filières relocalisées, à l'Agro-écologie. Il faut une politique agricole qui privilégie la valeur ajoutée et les emplois dans les exploitations. L'encouragement à des systèmes de production moins "industriels", plus autonomes, économes et plus agro-écologiques permettra d'économiser énormément sur les coûts environnementaux engendrés par un certain type d'agriculture et supportés par la collectivité.

Aux gouvernants et aux dirigeants agricoles, il faut rappeler l'urgence de conditionner les aides européennes et nationales à l'emploi, au respect de l'environnement et à la qualité des produits. Renonçons aux aides indifférenciées sans plafonnement qui sont d'évidence des rentes et des incitations fortes à l'agrandissement des exploitations, donc à la substitution capital-travail.

Aux consommateurs, par leur comportement d'achats, d'être attentifs à l'origine des aliments et à leur qualité, parfois un peu plus chers, mais garants d'impacts positifs sur leur santé et d'économies sur des dépenses dont on sait le coût social.

Aux responsables des collectivités territoriales, aux pouvoirs publics, nous avons envie de dire : il y a partout en France des gisements de productivité et d'emplois, qu'il faut aider à émerger : dans les circuits courts et la mise en place de plates-formes de distributions pour la restauration hors foyer, l'innovation dans des circuits logistiques mutualisés entre circuits courts et circuits longs, mais aussi dans la mise en place de filières équitables de la production au consommateur d'aliments valorisant des produits de qualité avec le concours de l'industrie de transformation agro-alimentaire....Des exemples existent un peu partout...

N'oublions pas que l'Europe est notre premier client, et sur le marché mondial, plaçons notre savoir-faire, nos produits de qualité et d'excellence environnementale...

**D'une crise "fabriquée", faisons un tremplin pour l'avenir...**